

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 DÉCEMBRE 1905.

Proposition de loi complétant la loi du 7 mai 1888 relative à la répression de quelques abus commis par des administrations publiques de bienfaisance.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Parmi les libertés fondamentales consacrées par la Constitution figurent la liberté de conscience et la liberté d'enseignement. Ces libertés seraient illusoires si par des moyens directs ou indirects les pouvoirs publics obligeaient les parents à envoyer leurs enfants dans une école dont l'enseignement ne répondrait pas à leurs convictions. L'usage qu'ils feraient de leurs ressources serait particulièrement odieux, si, exploitant le dénument des pauvres gens, ils en tiraient parti pour ne leur accorder des secours qu'à la condition d'envoyer leurs enfants dans les écoles que ces pouvoirs patronnent.

Cet abus a sévi dans la période de 1879 à 1884. On a vu alors des administrations de bienfaisance refuser systématiquement tout secours aux familles indigentes qui n'enverraient pas leurs enfants dans les écoles dites neutres et que leur conscience réprouvait.

Aussi la loi du 7 mai 1888 a-t-elle réprimé cet abus. Elle a déclaré nulle toute résolution « prise par un bureau de bienfaisance ou une autre administration publique charitable tendant à faire recommander exclusivement certaines écoles déterminées ou à faire dépendre l'allocation des secours de l'envoi des enfants pauvres dans ces écoles ». Elle a en même temps frappé de peines « tout membre ou employé d'un bureau de bienfaisance ou d'un comité de charité, tout membre ou employé d'une administration publique charitable qui aura soit directement, soit indirectement, fait dépendre l'octroi de secours permanents, temporaires ou extraordinaires aux indigents de l'envoi de leurs enfants dans certaines écoles déterminées ».

On remarquera la généralité de ces termes. La loi n'a pas visé seulement

les bureaux de bienfaisance et les comités de charité, mais, d'une manière générale, les administrations charitables publiques. En réalité, ce qu'elle a voulu empêcher, c'est qu'une autorité publique quelconque se permit de faire usage de ses ressources pour peser sur la conscience des pauvres et leur imposer ainsi indirectement une école déterminée pour leurs enfants.

La loi de 1888 a produit les résultats qu'elle entendait attendre. On n'a plus guère vu depuis lors des bureaux de bienfaisance prendre des résolutions ou s'exposer aux répressions visées par elle. Mais depuis qu'elle a été portée, la question s'est présentée de savoir si des administrations communales, se substituant en réalité aux bureaux de bienfaisance, ne pouvaient user du budget dont elles disposent pour, sous forme de soupes scolaires, d'octroi de vêtements ou autrement, favoriser les enfants des écoles officielles et amener par ce moyen les pauvres gens à y envoyer leurs enfants. La question n'est pas ici de savoir si des administrations publiques quelconques ont raison de disposer d'une partie de leurs ressources pour améliorer la condition des enfants en âge d'école par un des moyens indiqués : l'affirmative ne sera, croyons-nous, contestée par personne. La question est de savoir si, lorsqu'elles usent de cette faculté, elles peuvent subordonner leurs libéralités à l'envoi des enfants dans une école déterminée. A ne consulter que la pensée de la loi de 1888, la solution ne semble pas douteuse, et c'est la méconnaître, tout au moins dans son esprit, que de permettre aux conseils communaux de faire ce qu'elle a interdit formellement aux administrations charitables. Mais ce qui est contraire à l'esprit de la loi l'est-il aussi à son texte ?

L'examen de cette question a surgi à propos d'un arrêté royal, pris le 15 août 1905, contresigné par M. le Ministre de la Justice.

Le bureau de bienfaisance et les hospices de Tirlemont, par des arrêtés des 23 septembre et 22 décembre 1904, avaient inscrit dans leurs budgets des subsides de 2,000 francs en faveur de l'œuvre de la soupe scolaire. Sur recours du Gouverneur, l'arrêté royal précité a annulé ces décisions, en disant que les attributions des bureaux de bienfaisance et des hospices ne comprennent que la distribution des secours à domicile et l'hospitalisation des indigents; que les distributions de soupes scolaires n'ont pas un caractère absolument charitable; qu'elles ne sont pas faites à raison de l'état d'indigence des enfants; qu'elles doivent être envisagées comme instituées principalement dans l'intérêt de l'enseignement primaire, et qu'à ce titre elles font partie des services de l'enseignement public, service qui rentre dans les attributions de la commune.

Ces appréciations ont été contestées. On a fait remarquer que les distributions de soupe n'ont pas pour objet de soutenir, d'étendre ou d'améliorer l'enseignement, mais qu'elles se font en vue de la santé des enfants et ne peuvent d'ailleurs être allouées qu'aux indigents. Mais, quoi qu'il en soit à cet égard, l'arrêté royal prémentionné n'a pas été rapporté, et dès lors on doit s'attendre à ce que des administrations communales, faisant usage de la latitude qui leur a été reconnue, votent des subsides ayant pour objet des distributions de soupe, de vêtements ou d'autres objets. Pourront-elles limiter ces libéralités aux élèves d'une école déterminée? Tomberont-elles, en agissant ainsi, sous l'application de la loi du 7 mai 1888? Nous avons mis en lumière

l'esprit de cette loi; mais, au point de vue du texte, on ne peut guère contester qu'elle ne vise pas les administrations communales. Cela étant, il convient d'étendre les dispositions de la dite loi aux administrations communales. Ce qui est répréhensible de la part des administrations de bienfaisance l'est aussi de la part des conseils communaux. Les motifs qui ont été invoqués dans les travaux préparatoires de la loi du 7 mai 1858 s'appliquent à cette extension : nous pouvons nous y référer ⁽¹⁾.

CH. WOESTE.

⁽¹⁾ Développements de la proposition de loi par M. Woeste. Séance du 30 novembre 1887 (*Ann. parl.*, pp. 31-32). — Rapport de M. Colaert du 25 janvier 1888 (*Doc. parl.*, pp. 89-91). — Discussion. Séances des 19, 20 et 24 avril 1888 (*Ann. parl.*, pp. 1052 à 1110).

PROPOSITION DE LOI.**ARTICLE UNIQUE.**

Les dispositions de la loi du 7 mai 1888, relatives à la répression de quelques abus commis par des administrations publiques de bienfaisance, sont applicables aux conseils communaux ainsi qu'aux membres ou employés des administrations communales qui prendraient des résolutions contraires à ces dispositions ou feraient dépendre l'octroi de soupes scolaires, de vêtements ou de toute autre allocation de conditions que les dites dispositions concernent.

WETSVOORSTEL.**EENIG ARTIKEL.**

De bepalingen der wet van 7 Mei 1888, betreffende de beteugeling van eenige misbruiken begaan door openbare besturen van weldadigheid, zijn van toepassing op de gemeenteraden alsmede op de leden of beambten der gemeentebesturen die met bedoelde bepalingen strijdige beslissingen zouden nemen of het geven van schoolsoep, van kledingstukken of van om 't even welken onderstand afhankelijk zouden maken van voorwaarden, door die bepalingen verboden.

CH. WOESTE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 DECEMBER 1903.

Wetsvoorstel ter aanvulling van de wet van 7 Mei 1888 betreffende de beteugeling van eenige misbruiken gepleegd door openbare besturen van weldadigheid.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Onder de hoofdvrijheden door de Grondwet gehuldigd, vinden wij de vrijheid van geweten en de vrijheid van onderwijs. Die vrijheden zouden droombeeldig wezen, indien door rechtstreeksche of onrechtstreeksche middelen, de openbare machten de ouders verplichtten hunne kinderen naar eene school te zenden waar het onderwijs niet zou beantwoorden aan hunne overtuigingen. Het gebruik dat zij van hunne inkomsten zouden maken, ware bijzonder hatelijk, indien zij, de ontberingen der arme lieden te baat namen om hun enkel hulp te verstrekken op voorwaarde dat zij hunne kinderen zouden zenden naar de scholen door die overheden beschermd.

Dat misbruik heerschte gedurende het tijdvak 1879-1884. Toen zag men weldadigheidsbureelen stelselmatig alle hulp weigeren aan de nooddriftige familiën die hare kinderen niet zouden zenden naar de zoogenoemde onzijdige scholen, door hun geweten afgekeurd.

Ook heeft de wet van 7 Mei 1888 dat misbruik beteugeld. Zij verklaarde nietig elke beslissing « door een bureel van weldadigheid of door een ander openbaar armbestuur genomen, strekkende om zekere bepaalde scholen uitsluitend te doen aanbevelen of de vergunning van bijstand van het zenden der behoeftige kinderen in die scholen te doen afhangen ». Zij trof zelfs met straffen « elk lid of beambte van een bureel van weldadigheid of van een liefdadigheidscomiteit, elk lid of beambte van een openbaar armbestuur, die, hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks, het vergunnen van bestendigen, tijdelijken of buitengewonen bijstand aan de armen heeft doen afhangen van het zenden hunner kinderen naar zekere bepaalde scholen ».

Het onbepaalde dier bewoordingen dient opgemerkt. De wet heeft niet alleen de weldadigheidsbureelen en de liefdadigheidscomiteiten bedoeld, maar op algemeene wijze de openbare weldadigheidsbesturen. Wat ze feitelijk heeft willen beletten is, dat om 't even welke openbare overheid zich veroorloofte gebruik te maken van hare inkomsten om drukking uit te oefenen op het geweten van de armen en dezen aldus onrechtstreeks voor hunne kinderen eene bepaalde school op te dringen.

De wet van 1888 heeft de uitslagen bereikt welke zij beoogde. Men heeft bijna nooit meer weldadigheidsbureelen besluiten zien nemen of zich blootstellen aan de betengelingen door de wet bepaald. Maar sedert is het vraagstuk opgerezen of gemeentebesturen, feitelijk de plaats innemende van de weldadigheidsbureelen, geen gebruik mochten maken van de begrooting waarover zij beschikken, om door middel van soep voor de scholieren, door het schenken van kleederen of anders, de kinderen der officieele scholen te bevoordeelen en de arme lieden daarmede over te halen om er hunne kinderen te sturen. Het geldt hier niet te weten of om 't even welke officieele besturen gelijk hebben te beschikken over een gedeelte hunner inkomsten om den toestand der scholieren te verbeteren door een der aangewezen middelen : dat recht zal, denken wij, door niemand worden betwist. Het geldt te weten of zij, gebruik makende van dat recht, hunne giften mogen doen afhangen van het zenden van de kinderen naar eene bepaalde school. Met het oog enkel op de hoofdgedachte der wet van 1888, schijnt de oplossing niet twijfelachtig en het ware die wet miskennen, ten minste in hare hoofdgedachte, de gemeenteraden toe te laten te doen, wat de wet stellig verbiedt aan de weldadigheidsbesturen. Wat echter in strijd is met de hoofdgedachte der wet, is het ook wel in strijd met den tekst der wet?

Het onderzoek van dat vraagstuk is opgerezen naar aanleiding van een koninklijk besluit, uitgevaardigd op 15 Augustus 1905, medeonderteekend door den heer Minister van Justitie.

Het weldadigheidsbureel en de godshuizen van Thienen hadden bij beslissingen van 23 September en 22 December 1904, op hunne begrootingen toelagen van 2,000 frank uitgetrokken ten voordeele van het sociaal werk der soep voor de scholieren. Op verhaal van den Gouverneur, werden door hooger vermeld koninklijk besluit die beslissingen vernietigd om reden dat de bevoegdheid der weldadigheidsbureelen en der godshuizen enkel het uitdeelen van hulp ten huize betreft, alsmede het opnemen van de noodlijdenden in gestichten; dat het uitdeelen van soep aan scholieren geen volstrekt liefdadig werk is: dat die uitdeelingen niet geschieden uit hoofde van de nooddrift der kinderen; dat ze moeten beschouwd worden als hoofdzakelijk ingericht in 't belang van het lager onderwijs, en dat zij om die reden deel uitmaken van de diensten van het officieel onderwijs, welke dienst tot de bevoegdheid der gemeente behoort.

Die beoordeelingen zijn betwist geworden. Men heeft doen opmerken dat de uitdeelingen van soep niet ten doel hebben het onderwijs te ondersteunen, uit te breiden of te verbeteren, maar dat ze geschieden voor de gezondheid der kinderen en overigens enkel aan behoeftigen mogen verstrekt worden. Wat echter daarvan ook zij, hooger aangehaald koninklijk besluit werd

niet ingetrokken, en dienvolgens moet men zich eraan verwachten dat gemeentebesturen, gebruik makende van de vrijheid welke hun erkend werd, toelagen stemmen dienende tot uitdeeling van soep, van kleederen of andere voorwerpen. Zullen zij die giften mogen beperken tot de kinderen van eene bepaalde school? Zullen zij, door aldus te handelen, onder toepassing vallen van de wet van 7 Mei 1888? Wij hebben de hoofdgedachten dier wet doen uitschijnen; maar met het oog op den tekst, kan men hoegenaamd niet betwisten dat die tekst de gemeentebesturen niet bedoelt. Dit zoo zijnde, past het de bepalingen dier wet uit te breiden tot de gemeentebesturen. Wat af te keuren is bij de weldadigheidsbesturen, is het eveneens bij de gemeenteraden. De redenen welke werden ingeroepen tijdens de voorbereidende werkzaamheden der wet van 7 Mei 1888, zijn op die uitbreiding toepasselijk : wij mogen er naar verwijzen ⁽¹⁾.

CH. WOESTE.

(1) Toelichting van het wetsvoorstel door den heer Woeste, Vergadering van 30 November 1887 (*Ann. parl.*, bladz. 31-32). — Verslag van den heer Colaert op 25 Januari 1888 (*Oorkonden der Kamer*, bladz. 89-91). — Beraadslaging. Vergaderingen van 19, 20 en 24 April 1888 (*Ann. parl.*, bladz. 1052 tot 1110).

PROPOSITION DE LOI.**ARTICLE UNIQUE.**

Les dispositions de la loi du 7 mai 1888, relatives à la répression de quelques abus commis par des administrations publiques de bienfaisance, sont applicables aux conseils communaux ainsi qu'aux membres ou employés des administrations communales qui prendraient des résolutions contraires à ces dispositions ou feraient dépendre l'octroi de soupes scolaires, de vêtements ou de toute autre allocation de conditions que les dites dispositions concernent.

WETSVOORSTEL.**EENIG ARTIKEL.**

De bepalingen der wet van 7 Mei 1888, betreffende de beteugeling van eenige misbruiken begaan door openbare besturen van weldadigheid, zijn van toepassing op de gemeenteraden alsmede op de leden of beambten der gemeentebesturen die met bedoelde bepalingen strijdige beslissingen zouden nemen of het geven van schoolsoep, van klèedingstukken of van om 't even welken onderstand afhankelijk zouden maken van voorwaarden, door die bepalingen verboden.

CH. WOESTE.

